



Assemblée générale

Distr.
LIMITEE

A/CN.4/L.530
24 juillet 1996

Original : FRANCAIS

COMMISSION DU DROIT INTERNATIONAL
Quarante-huitième session
Genève, 6 mai - 26 juillet 1996

PROJET DE RAPPORT DE LA COMMISSION DU DROIT INTERNATIONAL SUR LES TRAVAUX DE SA QUARANTE-HUITIEME SESSION

Rapporteur : M. Igor Lukashuk

CHAPITRE VI

LES RESERVES AUX TRAITES

A. Introduction

B. Examen du sujet à la présente session

CHAPITRE VI

LES RESERVES AUX TRAITES

A. Introduction

1. Par sa résolution 48/31 du 9 décembre 1993, l'Assemblée générale a approuvé la décision de la Commission du droit international d'inscrire à l'ordre du jour de sa quarante-sixième session (1994) le sujet intitulé "Le droit et la pratique concernant les réserves aux traités".
2. A sa quarante-sixième session, la Commission a nommé M. Alain Pellet, rapporteur spécial pour ce sujet 1/.
3. A sa quarante-septième session, la Commission a reçu le premier rapport du Rapporteur spécial sur le sujet 2/. Elle a examiné ce rapport de sa 2400ème à sa 2404ème séance, à ses 2406ème et 2407ème séances et à ses 2412ème et 2416ème séances.
4. Le Rapporteur spécial a résumé de la manière suivante les conclusions qu'il tirait des débats de la Commission sur le sujet à l'examen :
 - a) La Commission estimait que le titre du sujet devrait être modifié pour se lire dorénavant "Les réserves aux traités" :
 - b) La Commission devrait adopter un guide de la pratique en matière de réserves. Conformément au statut de la Commission et à sa pratique habituelle, ce guide se présenterait sous la forme d'un projet d'articles dont les dispositions susceptibles de guider la pratique des Etats et des organisations internationales en matière de réserves; ces dispositions seraient, le cas échéant, accompagnées de clauses types;
 - c) Les arrangements ci-dessus devraient être interprétés avec souplesse et, si elle estimait devoir s'en écarter de manière importante, la Commission pourrait soumettre à l'Assemblée générale de nouvelles propositions au sujet de la forme que pourrait revêtir le résultat de ses travaux;
 - d) Il existait un consensus au sein de la Commission pour considérer qu'il n'y avait pas lieu de modifier les dispositions pertinentes des Conventions de Vienne de 1969, 1978 et 1986.

1/ Documents officiels de l'Assemblée générale, quarante-neuvième session, Supplément No 10 (A/409/10), par. 382.

2/ Document A/CN.4/470 et Corr. 1.

5. Ces conclusions constituaient, de l'avis de la Commission, le résultat de l'étude préliminaire demandée par l'Assemblée générale dans ses résolutions 48/31 du 9 décembre 1993 et 49/51 du 9 décembre 1994. Selon la Commission, les clauses types sur les réserves, à insérer dans les traités multilatéraux, devraient être conçues de manière à réduire au maximum les possibilités de différend à l'avenir.

6. Par ailleurs, à sa 2416^{ème} séance, le 13 juillet 1995, la Commission, conformément à sa pratique antérieure ^{3/}, a autorisé le Rapporteur spécial à préparer un questionnaire détaillé en matière de réserves aux traités afin de s'enquérir de la pratique suivie et des problèmes rencontrés par les Etats et les organisations internationales, particulièrement celles qui étaient dépositaires de conventions multilatérales. Ce questionnaire serait adressé à ses destinataires par le Secrétariat.

B. Examen du sujet à la présente session

7. A la présente session, la Commission a été saisie du deuxième rapport du Rapporteur spécial sur le sujet ^{4/}. Ce rapport a été présenté à la Commission à sa 2460^{ème} séance tenue le 16 juillet 1996.

a) Présentation par le Rapporteur spécial de son deuxième rapport

Le rapport comprenait deux chapitres tout à fait distincts :

Le chapitre I "Vue générale de l'étude" était consacré aux futurs travaux de la Commission sur le sujet des réserves aux traités et proposait un schéma général provisoire de l'étude. Le chapitre II s'intitulait "Unité ou diversité du régime juridique des réserves aux traités ?" et était consacré, d'une part, au régime juridique des réserves et aux règles de fond applicables aux réserves en général et, d'autre part, à la mise en oeuvre de ce régime général aux traités de droits de l'homme. Une bibliographie concernant les réserves aux traités était annexée au rapport.

8. Dans le chapitre I, le Rapporteur spécial a rappelé les conclusions de son premier rapport ainsi que le questionnaire détaillé qu'il avait établi en matière de réserves aux traités afin de s'enquérir de la pratique suivie et des problèmes rencontrés par les Etats. Quatorze Etats avaient, pour l'instant, répondu à ce questionnaire. Dans ce premier chapitre, le Rapporteur spécial précisait le champ de l'étude. Cinq grands problèmes de fond avaient

^{3/} Voir Annuaire... 1993, vol. II (deuxième partie), par. 286.

^{4/} A/CN.4/477 et A/CN.4/477/Add.1.

été prédominants dans les débats qui ont suivi la présentation du premier rapport :

- i) la définition des réserves, leur différenciation avec les déclarations interprétatives et les différences de régime juridique qui caractérisaient les deux institutions;
- ii) la querelle doctrinale (mais ayant des conséquences pratiques importantes) entre les écoles de la "permissibilité" ou de l'"admissibilité" d'une part et de l'"opposabilité" d'autre part, qui portait, en définitive, sur ce que l'on pouvait considérer prima facie comme le problème central posé par le sujet : les conditions de licéité et d'opposabilité des réserves;
- iii) le règlement des différends;
- iv) les effets de la succession d'Etats sur les réserves et les objections aux réserves;
- v) la question de l'unité ou de la diversité du régime juridique applicable aux réserves en fonction de l'objet du traité auquel elles sont faites.

9. De manière significative, on a pu constater, à la suite des débats au sein de la Sixième Commission et de l'Assemblée générale, une concordance de vues assez frappante entre les membres de la Commission et les représentants des Etats en ce qui concernait la hiérarchie des problèmes posés - ou laissés en suspens - par le régime juridique actuel des réserves aux traités. Les principaux thèmes faisant problème étaient les suivants :

- i) la question de la définition même des réserves;
- ii) le régime juridique des déclarations interprétatives;
- iii) les objections aux réserves; et
- iv) les règles applicables, le cas échéant, aux réserves à certaines catégories de traités et, en particulier, aux traités relatifs aux droits de l'homme.

10. Le Rapporteur spécial a rappelé la forme que prendrait par la suite l'étude du sujet. Celle-ci devrait préserver les "acquis" des dispositions pertinentes des Conventions de Vienne de 1969, 1978 et 1986 et aboutir, le cas échéant, à un "guide de la pratique en matière de réserves". Un tel guide, pour être réellement utilisable par les Etats et les organisations internationales, devrait être divisé en chapitres qui revêtiraient la forme suivante :

- i) rappel des dispositions pertinentes des Conventions de Vienne de 1969, 1978 ou 1986;
- ii) commentaires de ces dispositions mettant en évidence leur sens, leur portée, leurs ambiguïtés et leurs lacunes;
- iii) projets d'articles visant à combler ces lacunes ou à lever ces ambiguïtés,
 - commentaires de ces projets d'articles;
- iv) clauses types susceptibles d'être insérées, le cas échéant, dans des traités spécifiques et dérogeant aux projets d'articles;
 - commentaires de ces clauses types.

11. Le schéma général provisoire envisagé par le Rapporteur spécial comprendrait en principe les chapitres suivants :

- I. Unité ou diversité du régime juridique des réserves aux traités multilatéraux (les réserves aux traités relatifs aux droits de l'homme)
- II. Définition des réserves
(Ce chapitre évoquerait également la question de déclarations interprétatives et de leur régime juridique)
- III. Formulation et retrait des réserves, des acceptations et des objections
- IV. Effets des réserves, des acceptations et des objections
- V. Sort des réserves, des acceptations et des objections en cas de succession d'Etats, et
- VI. Le règlement des différends liés au régime des réserves 5/.

12. Le Rapporteur spécial a estimé, sous réserve de difficultés imprévues et en tenant compte du caractère purement prévisionnel de cette estimation, que cette tâche pourrait être menée à bien dans un délai de quatre ans de sorte que la première lecture du guide de la pratique en matière de réserves aux traités puisse être achevée en 1999 avec l'examen des chapitres V et VI.

13. Le chapitre II du rapport traitait, d'une part, de la question de l'unité ou de la diversité du régime juridique des réserves aux traités et, d'autre part, de la question spécifique des réserves aux traités relatifs aux droits de l'homme. A ce sujet, le Rapporteur spécial a souligné que ce chapitre (qui correspondait au point I du schéma proposé au premier chapitre de son rapport)

5/ Voir document A/CN.4/477, par. 37.

essayait de déterminer si les règles applicables en matière de réserves aux traités (qu'elles soient codifiées par les Conventions de 1969 ou de 1986, ou qu'elles soient de nature coutumière) étaient applicables à tous les traités, quel que soit leur objet, et en particulier, aux traités relatifs aux droits de l'homme. Il a rappelé que cette question avait été posée avec une certaine insistance tant durant les débats qu'au cours des discussions de la Sixième Commission de l'Assemblée générale pendant sa cinquantième session. La question correspondait à des préoccupations qu'inspiraient la pratique et la jurisprudence récente - et controversée - des organes chargés de la surveillance de l'application des traités relatifs aux droits de l'homme en matière de réserves. Il lui a donc semblé nécessaire que la Commission du droit international exposât le point de vue du droit international général dont elle était l'un des organes. C'était pour cette raison que le Rapporteur spécial a cru utile d'aborder ce sujet dans son deuxième rapport car il lui paraissait présenter un certain caractère d'urgence.

14. La question initiale concernait l'unité ou la diversité du ou des régime(s) juridique(s) applicable(s) aux réserves et pourrait être posée en ces termes : certains traités (par exemple les traités dits "normatifs") échappaient-ils ou devaient-ils échapper à l'application du régime de Vienne du fait de leur objet ? Et si oui, à quel(s) régime(s) particulier(s) ces traités étaient-ils ou devraient-ils être soumis en matière de réserves ? Cette question de principe pourrait être examinée en trois étapes :

15. a) En premier lieu, le Rapporteur spécial a évoqué la diversité des traités et le régime juridique des réserves. Il a considéré qu'il était sage de restreindre l'étude aux seuls traités normatifs en écartant d'autres catégories de traités (traités restreints, actes constitutifs des organisations internationales, traités bilatéraux, etc.) soit parce qu'ils ont déjà fait l'objet d'un traitement à part (notamment dans les Conventions de Vienne de 1969 et de 1986) soit parce qu'il se proposait de les traiter à un stade ultérieur de l'étude. En revanche, les traités "normatifs" (conventions de "codification", des droits de l'homme, ou établissant des règles de conduite pour l'ensemble des Etats dans les domaines juridique, technique, social, humanitaire, etc.), posaient des problèmes particuliers pour le sujet à l'étude parce que, selon certains avis, le régime juridique général des réserves leur serait inapplicable ou bien même parce que ces instruments par nature ne se prêteraient pas à la formulation de réserves,

tout spécialement les traités relatifs aux droits de l'homme. Il a relevé que ce terme recouvrait souvent plusieurs catégories de traités de nature parfois assez différente et ne constituant pas une catégorie homogène. D'autre part, s'ils avaient bien certaines particularités essentielles que leur conférait leur caractère "normatif" visant surtout à instituer une réglementation internationale commune se fondant sur des valeurs partagées, il convenait de se garder d'une vision trop simpliste : ces traités n'en comptaient pas moins des clauses typiquement contractuelles.

16. Dans ce contexte, le Rapporteur spécial a d'abord examiné la fonction du régime juridique des réserves. Deux intérêts en apparence contradictoires étaient en cause : d'un côté l'intérêt de l'extension de la convention et de l'autre l'intégralité de celle-ci. La fonction des règles applicables aux réserves était de réaliser un équilibre entre ces exigences opposées : la recherche de la participation la plus large et, en même temps, la préservation de la ratio contrahendi, de ce qui faisait la raison d'être du traité.

17. Le problème pourrait aussi se poser en termes de consentement au vu des bases consensuelles du droit des traités : dans cette perspective, un équilibre devrait être réalisé entre la liberté du consentement de l'Etat réservataire et celle des autres Etats parties. C'était à la lumière de ces exigences que le Rapporteur spécial s'est demandé si le régime juridique des réserves prévu par les Conventions de Vienne de 1969 et 1986 était d'applicabilité générale et, en particulier, s'il était adapté aux caractères particuliers des traités "normatifs" (ou plutôt des "clauses normatives" figurant dans les traités multilatéraux généraux).

18. Pour ce faire, le Rapporteur spécial a évoqué l'historique du "régime de Vienne" et de ses sources (travaux préparatoires, travaux antérieurs de la Commission de droit international, etc.) pour constater que les auteurs de ce régime s'étaient montrés conscients des exigences indiquées et avaient entendu adopter des règles y répondant, d'applicabilité générale. Tant la Commission du droit international que les Conférences de codification du droit des traités avaient voulu établir un régime unique applicable aux réserves aux traités, quels que fussent leur nature ou leur objet.

19. b) Dans un deuxième temps, le Rapporteur spécial a examiné la question de savoir si le "régime de Vienne" était plus particulièrement applicable aux traités normatifs et, notamment, aux traités relatifs aux droits de l'homme. (Cette question était liée au problème de l'opportunité d'admettre ou non des

réerves à ces instruments, mais il s'agissait là d'un problème qui restait sans conclusion possible et qui dépendait de considérations politiques ou idéologiques.) Les arguments en faveur d'une réponse affirmative (plus grande participation des Etats à de tels traités, participation préférable à l'absence de toute participation) ou négative (contradiction entre "réserve" et droits de l'homme, particularité de ces traités en vertu de leur fonction quasi-législative et l'uniformité de leur application) ne manquaient pas.

20. Le Rapporteur spécial a relevé cependant que la véritable question juridique consistait à s'interroger sur la question de savoir si, lorsque les Parties contractantes étaient demeurées muettes sur le régime juridique des réserves, les règles figurant dans les Conventions de 1969 et 1986 étaient ou non adaptées à n'importe quel type de traités, y compris aux traités "normatifs", y compris en matière des droits de l'homme.

21. Pour donner une réponse affirmative à cette question, le Rapporteur spécial a constaté que les règles qui étaient applicables à ce type de traités en vertu des Conventions de Vienne constituaient un juste équilibre entre les préoccupations exprimées tant par les "partisans" des réserves que par leurs "opposants". Il a aussi relevé que c'étaient les caractères fondamentaux du "régime de Vienne", à savoir sa souplesse, sa flexibilité et son adaptabilité qui lui avaient permis de répondre aux besoins particuliers et aux spécificités de tous les types de traités ou de dispositions conventionnelles et qui avaient conduit la Commission du droit international à écarter, en 1963 et en 1966, toute règle dérogatoire en faveur des traités normatifs.

22. La Cour internationale de Justice dans son avis consultatif sur les "Réserves à la Convention sur le génocide" avait déjà relevé les avantages de la plus grande flexibilité dans la pratique internationale des conventions multilatérales, dont elle avait fait application à un traité de droits de l'homme par excellence. Le Rapporteur spécial a identifié trois éléments qui permettaient au "régime de Vienne" de s'appliquer de manière satisfaisante à tous les traités quel que soit l'objet, y compris aux traités de droits de l'homme.

a) l'admissibilité des réserves devait être appréciée eu égard à l'objet et au but du traité;

b) la liberté du consentement des autres Parties contractantes était intégralement préservée par le jeu des acceptations et des objections; et

c) le droit de "formuler" des réserves ne présentait qu'un caractère supplétif, chaque traité pouvant limiter cette liberté et même interdire toute réserve, ou certaines réserves.

23. Par conséquent, le "régime de Vienne" était adapté aux particularités des traités normatifs. Le Rapporteur spécial a constaté que ni les problèmes liés à l'"intégrité" des traités normatifs, ni les problèmes tendant à la "non-réciprocité" des engagements, ni les problèmes relatifs à l'égalité entre les Parties n'étaient de nature à empêcher l'applicabilité du "régime de Vienne". En effet, il est apparu que :

a) le régime des réserves consacré par les Conventions de 1969 et 1986 a été conçu par ses auteurs comme pouvant et devant s'appliquer à tous les traités multilatéraux, quel que soit leur objet, exception faite de certains traités conclus entre un nombre restreint de Parties et des actes constitutifs d'organisations internationales, pour lesquels des dérogations limitées avaient été prévues;

b) ce régime était, par sa souplesse et sa flexibilité, adapté aux particularités des traités normatifs, y compris aux instruments relatifs aux droits de l'homme;

c) à défaut d'assurer leur intégrité absolue, ce qui n'était guère compatible avec la définition même des réserves, il préservait l'essentiel de leur contenu et garantissait que celui-ci n'était pas dénaturé;

d) cette conclusion n'était pas contredite par les arguments fondés sur la prétendue atteinte aux principes de réciprocité et d'égalité entre les Parties : si atteinte il y avait, elle serait le fait des réserves elles-mêmes et non des règles qui leur étaient applicables; au surplus, ces objections n'étaient guère compatibles avec la nature même des traités normatifs qui, précisément, ne reposaient pas sur la réciprocité des engagements pris par les Parties;

e) il n'était pas nécessaire de prendre parti sur l'opportunité d'autoriser des réserves aux dispositions normatives, y compris en matière de droits de l'homme : si l'on estimait qu'elles devaient être prohibées, les Parties avaient toute liberté de les exclure ou de les limiter en tant que de besoin en incluant une clause expresse en ce sens dans le traité, ce qui était parfaitement compatible avec les règles de Vienne qui n'avaient qu'un caractère supplétif.

24. c) En troisième lieu, le Rapporteur spécial a examiné la mise en oeuvre du régime général des réserves et particulièrement l'application du régime de Vienne aux traités des droits de l'homme. En pratique, le critère fondamental de l'objet et du but du traité était appliqué aux réserves à ces traités (y compris en cas d'absence de clauses de réserves). Tant les textes de plusieurs traités relatifs aux droits de l'homme que la pratique des Etats consacraient ce principe fondamental : la nature particulière des traités normatifs n'avait donc pas d'incidence sur le régime des réserves.

25. Se penchant ensuite sur les mécanismes de contrôle de l'application du régime des réserves, le Rapporteur spécial a relevé que, depuis les Conventions de Vienne, s'étaient développés des contrôles complémentaires effectués directement par les organes de surveillance des instruments de droits de l'homme. Il existait donc dorénavant deux types parallèles de contrôle de la licéité des réserves dans ce domaine : les mécanismes traditionnels (contrôle par les Etats contractants et, le cas échéant, par les organes juridictionnels dans le cadre du règlement des différends) et les organes de surveillance des traités de droits de l'homme. Le rôle de ces derniers en matière de réserves avait pris une réelle ampleur au cours des quinze dernières années, tant sur le plan régional (pratique des Commissions des Cours européennes et interaméricaines des droits de l'homme) que sur le plan international (Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes et, surtout, Comité des droits de l'homme 6/, etc.).

26. Le fondement du contrôle exercé par les organes de surveillance était lié à leur mission elle-même; dès lors que ces instruments créaient des organes chargés de surveiller leur mise en oeuvre, ces organes avaient, conformément à un principe général de droit bien établi en droit international général, la compétence de leur compétence. En effet, ces organes ne pourraient s'acquitter de leurs fonctions s'ils ne pouvaient s'assurer de l'étendue exacte de leurs compétences à l'égard des Etats concernés et celle-ci dépendait de la portée et de la validité de l'expression du consentement à être lié. De reste, en pratique, les organes de surveillance contrôlaient la licéité des réserves en se fondant sur le critère de l'objet et du but du traité. Le Rapporteur spécial a constaté que, par conséquent et compte tenu de cette évolution, une combinaison des différents modes de contrôle de la licéité des réserves

6/ Voir observation générale No 24, CCPR/C/21/Rev.1/Add.6, 11 novembre 1994.

existait dans le domaine des traités des droits de l'homme (le contrôle classique par les Etats contractants parallèlement au contrôle par un organe de surveillance, quand celui-ci était institué par le traité, sans exclure d'autres organes - tels que des organes juridictionnels ou arbitraux internationaux dans le cadre du règlement des différends, voire même des tribunaux nationaux). Cette situation n'exclut pas, mais au contraire implique une certaine complémentarité entre les différents modes de contrôle et une coopération entre les organes qui en sont chargés.

27. Le Rapporteur spécial s'est demandé quelles étaient les conséquences des constatations faites par les organes de contrôle. Selon certains avis fondés sur le principe de la "dissociabilité" de la réserve (la possibilité de la dissocier du reste de l'expression par un Etat de son consentement à être lié) seule la réserve "illicite" devait être considérée comme nulle tandis que l'Etat continuait d'être partie au traité. Cependant cette thèse allait à l'encontre du principe consensuel, base de tout engagement conventionnel.

28. Le Rapporteur spécial a cependant estimé que la valeur juridique des constatations faites par les organes de surveillance dans l'exercice de leur pouvoir de contrôle ne saurait excéder celle résultant des pouvoirs dont ils étaient dotés pour s'acquitter de leur mission générale de surveillance. Alors même en cas de constatation de l'illicéité d'une réserve il ne leur appartenait pas de se substituer à l'Etat pour déterminer, si celui-ci entendait ou non être lié par le traité malgré l'illicéité de la réserve. C'était toujours aux Etats, et à eux seuls qu'il appartenait de remédier aux illicéités constatées après avoir examiné ces constatations de bonne foi.

29. En aucun cas, les organes de contrôle de la licéité des réserves, quels qu'ils fussent, ne pouvaient se substituer à l'Etat réservataire dans la détermination de ses intentions quant à l'étendue des obligations conventionnelles qu'il était prêt à assumer; c'était donc à lui seul qu'il appartenait de décider de quelle manière il convenait de mettre fin au vice qui pouvait affecter l'expression de son consentement du fait de l'illicéité de la réserve. Ce "remède" pouvait se traduire par le retrait pur et simple de la réserve illicite, par sa modification dans un sens compatible avec l'objet et le but du traité ou par la terminaison de la participation de l'Etat au traité.

30. En guise de conclusion, le Rapporteur spécial a résumé les principales constatations faites dans son rapport. Il a relevé que les réserves aux

traités n'exigeaient pas une diversification normative; le régime en vigueur était caractérisé par sa souplesse, son adaptabilité et réalisait de manière satisfaisante le nécessaire équilibre entre les exigences antagonistes de l'intégrité et de l'universalité du traité. Cet objectif d'équilibre était universel. Quel que fût son objet, un traité demeurait un traité et exprimait la volonté des Etats (ou des organisations internationales) qui y étaient parties. Le régime des réserves avait pour objectif de permettre à ces volontés de s'exprimer de manière équilibrée et il y parvenait de façon globalement satisfaisante. Il serait regrettable de le remettre en cause en accordant une importance indue à des considérations sectorielles qui pouvaient parfaitement s'accommoder du régime existant.

31. Selon le Rapporteur spécial, cette conclusion générale devait toutefois être tempérée par deux considérations :

a) en premier lieu, on ne saurait nier que le droit ne s'était pas figé en 1951 ou 1969; des problèmes qui ne se posaient pas (ou guère) alors, ont surgi et il convenait d'y répondre; cette réponse pouvait être apportée dans l'esprit des "règles de Vienne", étant entendu que celles-ci devaient être adaptées et prolongées, le cas échéant, lorsque le besoin s'en faisait sentir;

b) en second lieu, il convenait de garder à l'esprit que le moyen normal d'adapter les règles générales du droit international à des besoins et à des circonstances particulières était d'adopter, par la voie conventionnelle, les règles adéquates, ce qui pouvait aisément être fait dans le domaine des réserves par l'adoption de clauses de réserves dérogatoires si les Parties en ressentaient le besoin.

32. Aucune considération décisive ne paraissait imposer l'adoption d'un régime particulier de réserves pour les traités normatifs, ni même pour les traités de droits de l'homme. Les particularités de ces instruments étaient parfaitement présentes à l'esprit des juges de 1951 et des "codificateurs" des années ultérieures et ne leur avaient pas semblé justifier un régime global dérogatoire.

33. En revanche, on aurait légitimement pu considérer que les rédacteurs des Conventions de Vienne n'avaient guère envisagé le rôle que les organes de surveillance de l'application de certains traités pouvaient être conduits à jouer dans la mise en oeuvre du régime des réserves qu'ils avaient consacré, notamment dans le domaine de la protection des droits de l'homme. Mais ce rôle

pouvait assez facilement être circonscrit par l'application de principes généraux du droit international et en gardant à l'esprit à la fois les fonctions d'un régime de réserves et celles qui incombait à ces organes.

34. Le Rapporteur spécial a rappelé qu'il avait joint à son rapport un projet de résolution de la Commission du droit international sur les réserves aux traités multilatéraux normatifs, y compris aux traités de droits de l'homme, à l'intention de l'Assemblée générale, dans le but de préciser les données juridiques sur cette question et de les clarifier.

35. Faute de temps, la Commission n'a pas pu considérer le rapport ni le projet de résolution. Elle a décidé de reporter le débat sur ce sujet à l'année prochaine. Cependant, plusieurs membres ont félicité le Rapporteur spécial pour son excellent rapport, dense, lucide et équilibré, sur une question extrêmement complexe et délicate. A cet effet, ils ont rappelé qu'il serait souhaitable que la Commission étudie à fond certaines questions soulevées par le rapport, en tenant éventuellement compte d'autres types de traités normatifs. Le fait d'avoir annexé une bibliographie au rapport a également été loué. Certains membres ont par ailleurs exprimé le regret que la Commission n'ait pas trouvé le temps de donner une suite à ce rapport durant sa quarante-huitième session.

36. Par ailleurs, certains membres ont approuvé dans son principe l'idée d'adopter une résolution dans l'esprit proposé par le Rapporteur spécial. Sans s'y opposer, d'autres membres ont émis des doutes sur l'opportunité d'une telle résolution.

37. Finalement, la question de la création d'un groupe de travail sur ce sujet a également été évoquée.
